

HORS-SÉRIE  
RAIDS

N°54

France Métro. : 11,50 €

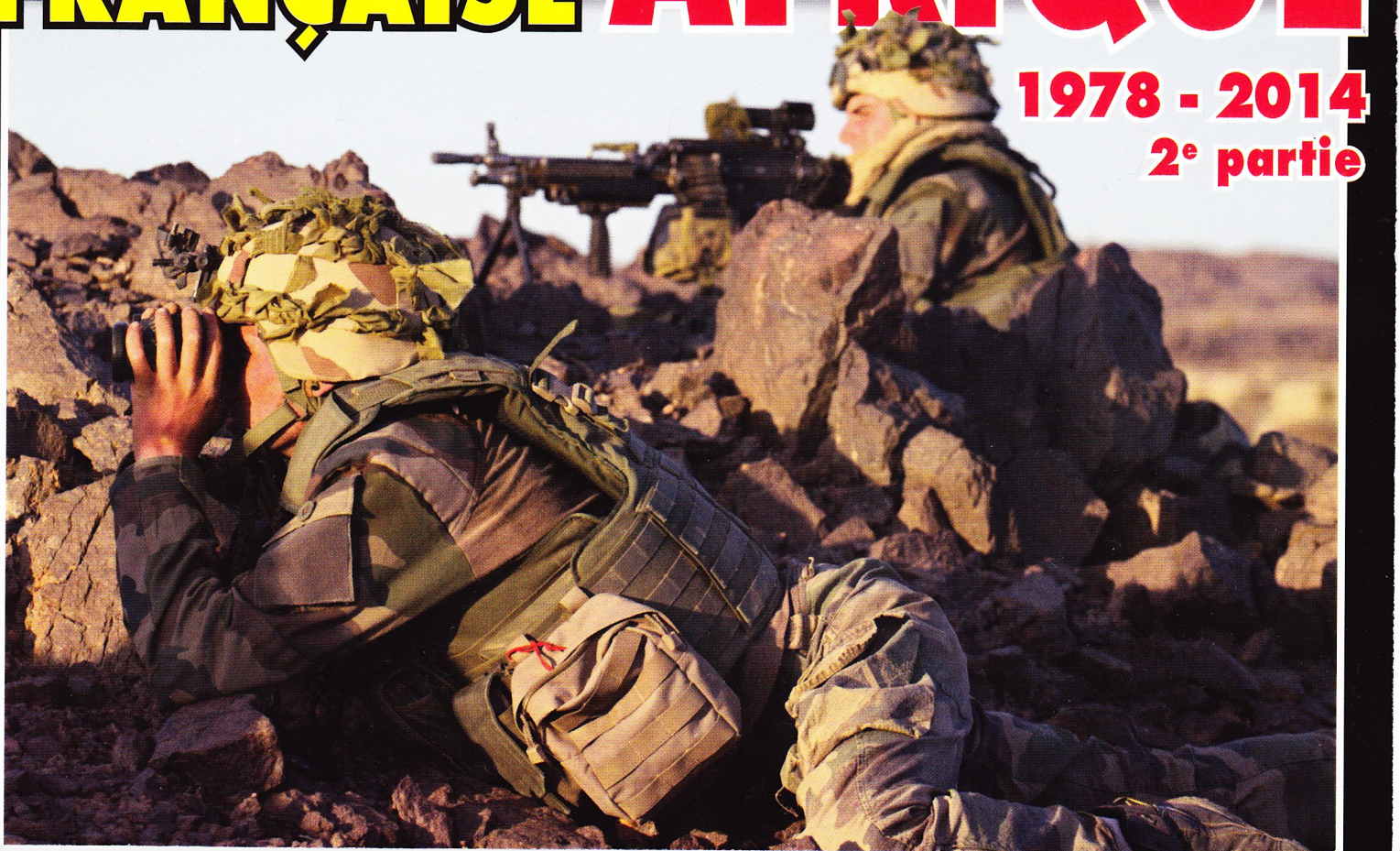
Janvier  
Février  
2015

# RAIDS



## L'ARMÉE EN FRANÇAISE AFRIQUE

1978 - 2014  
2<sup>e</sup> partie



**Surnommé « le Pays des mille collines », le Rwanda (26 338 km<sup>2</sup>) est le théâtre d'effroyables massacres, fruit d'antagonismes ethniques entre Tutsis et Hutus.**

Territoire limitrophe entre l'Afrique francophone et l'Afrique anglophone, le Rwanda, ancienne colonie belge, voit la France y renforcer son influence dans les années 1990 sous l'impulsion du président de la République François Mitterrand, en continuité d'accords d'amitié et de coopération économique et culturelle signés au cours du dernier trimestre 1962 puis sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing ; parmi lesquels un accord d'assistance militaire daté du 18 juillet 1975, réactualisé en avril 1983 puis en juillet et août 1992 pour être étendu au-delà des seules forces de gendarmerie à l'ensemble de l'armée rwandaise. De 1990 à 1994, grâce notamment à la contribution technique de l'armée française, les forces armées rwandaises augmentent sensiblement leurs effectifs qui passent de 5 000 à 50 000 hommes.

En 1990, 10 000 combattants tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) <sup>(1)</sup> de Paul Kagamé lancent une offensive au Rwanda, dont la population est majoritairement hutu. Le FPR est soutenu par l'Ouganda, où l'ethnie tutsie en provenance du Rwanda s'est massivement exilée à la suite de l'indépendance rwandaise en 1962 sous la pression des Hutus. Les Tutsis de Kagamé aspirent à retrouver leur influence traditionnelle au Rwanda : après le départ des Belges, le rapport de force traditionnel a été renversé puisque les Hutus ont saisi les pouvoirs décisionnels. Mobiles, adeptes de la guérilla nocturne, les combattants du FPR attaquent sciemment lorsqu'ils disposent de l'appui de leur artillerie.

Les Français, de manière globale, sont chargés de la préservation des ressortissants français et européens, ce qui se traduit par un contrôle constant de l'aéroport de Kigali en cas d'évacuation d'urgence. Cela donne lieu à une première opération d'ampleur : l'opération *Noroît*.

## **Opération « Noroît » (4 octobre 1990- 13 décembre 1993)**

Étendue sur près de trois ans, l'opération *Noroît* mobilise plusieurs centaines de parachutistes des 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> RPIMa, sans compter plusieurs équipes de forces spéciales pour un effectif global de quelque 600 militaires. Le contexte est déjà marqué par une atmosphère pesante faite d'animosités à l'égard des

1. Les paramilitaires du FPR se répartissent en bataillons de 450 hommes en moyenne.

# OPÉRATIONS N AMARYLLIS ET



# OROI TURQUOISE



*Dans le cadre de l'opération Noroit, les éléments des 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> RPIMA sont envoyés au Rwanda afin de veiller à ce que les ressortissants français ou de tout autre pays européen soient préservés, alors que les tensions entre Hutus et Tutsis gagnent en intensité. On est alors loin d'imaginer ce qui suivra. Avant que Turquoise soit lancée, les éléments du COS, comme ici, dans la région de Kibeho, s'appliquent à évaluer la réalité de la situation.*  
(Photo ECPAD)

Un légionnaire du 2<sup>e</sup> REP en faction de surveillance, avec une AA52 en batterie, prête à être utilisée.  
(Photo ECPAD)



Lors de l'opération Noroît, des officiers français et rwandais procèdent à un briefing : le chef de bataillon Caille et le capitaine Cavey, du 8<sup>e</sup> RPIMa, le chef de bataillon Rusingia, du 13<sup>e</sup> RDP, et le chef de bataillon Refalo de l'armée rwandaise.  
(Photo 8<sup>e</sup> RPIMa)

Sur le site de l'aéroport de Kigali, les parachutistes français prennent leurs marques. La mission consiste à tout mettre en place pour une éventuelle évacuation des ressortissants occidentaux.  
(Photo 2<sup>e</sup> RPIMa)



Tutsis, sans que l'on puisse croire un seul instant aux violences génocidaires de 1994.

Outre la protection des ressortissants et des services de l'ambassade de France, le cadre de la mission insiste sur une présence dissuasive et une assistance opérationnelle au profit des forces gouvernementales.

Si une centaine de soldats français participent à des missions destinées à freiner la progression des combattants du FPR, sans pour autant mener des actions directes, le reste des militaires français est cantonné dans les villes de Kigali, Ruhengeri et les régions environnantes, tout en menant des actions sporadiques dans le sud du territoire.

La mission *Noroît* est d'abord commandée par le colonel René Galinié, attaché de défense et chef de la mission d'assistance militaire, puis à partir du 19 octobre par le colonel Jean-Claude Thomann, aujourd'hui général. Lui-même relève directement du chef d'état-major des armées. Thomann dispose d'un état-major de 40 hommes et s'appuie sur deux compagnies de combat du 8<sup>e</sup> RPIMa, pour un volume total de 364 hommes, outre une équipe du 13<sup>e</sup> RDP et une équipe INMARSAT. Quant à l'armée de l'air, elle met à disposition deux, puis quatre C-160.

À la mi-octobre 1990, il ne reste officiellement que 290 Français au Rwanda, plus de 300 autres étant partis pour Paris entre le 5 et le 12 octobre par des vols réguliers ou spéciaux d'Air France ou de la compagnie belge Sabena, ou encore par Transall pour Bangui en RCA. Le détachement *Noroît* s'assure donc de la localisation des citoyens français, prêt à intervenir le cas échéant. Tout au long de la première quinzaine d'octobre, les soldats français ont évacué des centaines de ressortissants étrangers. Parallèlement, ils ont recensé les livraisons d'armes et de matériels aux forces rwandaises.

Pour autant, les moyens de cartographie dont disposent les soldats français sont quasi



Les parachutistes du 2<sup>e</sup> RPIMa ne peuvent que suivre les événements, tout en restant sur le qui-vive.  
(Photo 2<sup>e</sup> RPIMa)

## Les Français en soutien au régime rwandais au début des années 1990

Pour Paris, il s'agit de préserver le régime du président rwandais Habyarimana. Cela se traduit par l'envoi, en mars 1991, d'un détachement d'assistance militaire et d'instruction (DAMI) de près de 80 hommes de la 11<sup>e</sup> DP, sous la conduite du lieutenant-colonel Chollet qui assura par ailleurs la fonction de conseiller de l'état-major de l'armée rwandaise.

Un DAMI vient se superposer au dispositif *Noroît* à partir d'avril 1991, à Ruhengeri. Durant l'été 1992, il est même renforcé par des cadres du 35<sup>e</sup> RAP (EFAO) afin de prodiguer une instruction d'artilleur à des soldats rwandais, et de sapeur pour inculquer des notions de déminage et sensibilisation aux piègeages.

La tâche du DAMI consiste à fournir une assistance militaire technique aux soldats

rwandais. Ce programme connaît d'ailleurs un renforcement deux ans plus tard avec le détachement d'une vingtaine d'hommes du 1<sup>er</sup> RPIMa, dirigé par le colonel Didier Tauzin (mission *Chimère*), pour un encadrement plus spécialisé de quelques semaines au profit de soldats rwandais engagés en février 1993 dans une contre-offensive face au FPR. Didier Tauzin <sup>(1)</sup> vivra d'ailleurs très mal les accusations selon lesquelles le rôle des soldats français à cette époque aurait contribué à faciliter la tâche des génocidaires quelques années plus tard.

1. Cf. Didier Tauzin, *Rwanda, je demande justice pour la France et ses soldats*, éd. Jacob-Duvernet, Paris, 2011, 260 pages.

nuls. Ils évitent la catastrophe grâce à l'initiative d'un cadre du 8<sup>e</sup> RPIMa qui, avant de quitter la France, a pu obtenir une carte du Rwanda auprès des services municipaux de la mairie de Castres, jumelée avec la ville rwandaise de Huye.

Au cours des mois suivants, les effectifs de *Noroît* augmentent avec l'arrivée de marsouins des 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> RPIMa, des 2<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> RIMa, ainsi que des éléments du 2<sup>e</sup> REP et du 1<sup>er</sup> RI. Les Français, dès le 29 octobre, ont la mission de contrôler l'aéroport. Et jusqu'en décembre 1993, le contingent français, qui est relevé tous les quatre mois, poursuit une mission de présence dissuasive et de protection des ressortissants, tout en portant assistance technique (instruction et entraînement au tir) aux forces armées rwandaises. Les parachutistes du 3<sup>e</sup> RPIMa interviennent entre la fin du mois de novembre et le 13 décembre afin de secourir et évacuer plusieurs centaines de ressortissants français. Le dispositif *Noroît* réalise pas moins de sept rotations de C-130 et neuf de C-160 entre Kigali, alors sous la pression du FPR, et Bangui, suivies de deux rotations de DC-8 à destination de la France.

La situation semble revenir au calme lorsque les Français sont à nouveau confrontés à sa dégradation en février 1993, avec une nouvelle offensive du FPR qui les oblige à intervenir à Ruhengeri. La ville se retrouve quasiment sur la ligne de front entre le FPR et les forces armées rwandaises. D'où le lancement de l'opération *Volcan*, les 10 et 11 février 1993, destinée à porter assistance à 67 expatriés de nationalités diverses (Américains, Canadiens, Français, Allemands, Suisses, Polonais, Belges, Italiens, Espagnols) directement menacés, à Ruhengeri, par les partisans de Paul Kagamé. Cela manque de tourner au drame pour trois familles qui sont totalement isolées. Elles sont finalement récupérées saines et sauvées grâce à l'intervention d'équipes des forces spéciales. Les civils sont pris en charge par les soldats français (un état-major tactique et une compagnie de combat du 21<sup>e</sup> RIMa, soit 180 hommes au total), qui ont obtenu un cessez-le-feu, quoique non respecté par les belligérants. Puis ils sont évacués par voie aérienne à bord de deux C-160 Transall jusqu'à l'aéroport de Kigali. Tout se déroule dans un environnement hostile, exposé aux tirs et aux explosions des obus de

*Dans les missions de renseignement et les RESEVAC, les véhicules tactiques ACMAT, comme ici au sein d'un détachement du 2<sup>e</sup> RPIMa, jouent un rôle essentiel.*  
(Photo 2<sup>e</sup> RPIMa)





Lors de l'opération Turquoise, de juin à octobre 1994, des détachements du COS (1<sup>er</sup> RPIMa) s'appliquent à évacuer en toute sécurité des réfugiés tutsis, dans la région de Kibeho. (Photo ECPAD)



Le chef de bataillon Caille, du 8<sup>e</sup> RPIMa, lors d'un point de situation avec d'autres officiers français et rwandais. (Photo 8<sup>e</sup> RPIMa)

mortiers. Au final, aucune perte n'est à déplorer du côté des soldats français et des ressortissants.

Fin 1993, avec l'entrée en vigueur des accords d'Arusha (signés le 4 août 1993), le Rwanda connaît une accalmie. Le 5 octobre 1993, la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) est lancée, si bien que l'opération *Noroît* n'a plus lieu d'être. Seules quelques dizaines de militaires français restent sur place. Conformément à la résolution 872 (5 octobre 1993) du Conseil de sécurité, la MINUAR est une mission de maintien de la paix. Initialement prévue pour six mois, elle est renouvelée périodiquement jusqu'en mars 1996 sous le commandement du général canadien Roméo Dallaire qui dispose de près de 2 300 hommes.

Mais, en avril 1994, le pays bascule dans l'horreur au gré d'un enchaînement d'événements tragiques depuis le meurtre du président hutu du Rwanda, Juvénal Habyarimana – son avion est abattu le 6 avril 1994 par un missile russe sol-air de type SAM-16 près de Kigali – jusqu'aux massacres à caractère génocidaire dont sont victimes les Tutsis et les Hutus modérés du Rwanda. Avant l'explosion des violences,



les Tutsis ressentaient les effets d'une politique de répression latente à leur rencontre ; politique diligentée par le régime d'Habyarimana. Cet état de fait sera d'ailleurs imputé à la France, trop impliquée par son partenariat économique et militaire avec le régime rwandais ; ce que ne manquera pas de rappeler, à maintes reprises, Paul Kagamé jusque dans les années 2000.

Les militaires français présents sur place sont alors confrontés à l'impensable, tandis que les autorités politiques françaises font preuve d'une certaine opacité quant aux directives à faire appliquer par leurs soldats. De même, la MINUAR voit ses effectifs fluctuer brutalement en quelques mois contre toute logique humanitaire : le 21 avril 1994, ils sont réduits à moins de 300 personnels alors que le génocide se poursuit déjà depuis près de 15 jours. Il faut attendre le 17 mai pour que les effectifs de la MINUAR atteignent les 5 500 soldats. Des choix technocratiques qui témoignent d'un Conseil de sécurité de l'ONU somme toute inopérant pour endiguer les massacres de masse. Le général Dallaire dénoncera les carences du système et l'absence de détermination de la communauté internationale à empêcher l'horreur.

Toujours est-il que l'opération *Amaryllis* est lancée quelques jours après l'assassinat du président rwandais.

### Opération « Amaryllis » (9-14 avril 1994)

Comme pour les années précédentes, la priorité est donnée à la préservation de la vie des ressortissants français et étrangers, ainsi que celles des coopérants ; soit au total 1 500 Français. Stratégiquement, l'aéroport de Kigali apparaît comme la clé de voûte du dispositif puisque c'est à la fois la porte d'accès et de sortie du pays en cas d'évacuation – ou d'intervention – d'urgence. Les soldats belges opèrent de leur côté et entretiennent des relations assez tendues avec les Français. Les soldats d'*Amaryllis* (environ 584 hommes, dont 76 aviateurs), principalement trois compagnies parachutistes, un détachement de commandos de renseignement et d'action en profondeur (CRAP) et des opérateurs du 13<sup>e</sup> RDP<sup>(2)</sup>, sont placés sous le commandement opérationnel du chef de corps du 3<sup>e</sup> RPIMa, le colonel Henri Poncet (aujourd'hui général). Ils sont appuyés et soutenus par huit

C-160 et un C-130 du COS.

Avec son état-major tactique, le colonel Poncet œuvre de concert avec l'armée rwandaise, l'ambassadeur français et l'assistance militaire technique. L'absence de coordination avec la MINUAR sera toutefois dénoncée par les opérateurs français qui auraient apprécié des renseignements sur l'évolution de la situation et sur les mouvements des miliciens et génocidaires tout au long de la mission. Tout est réalisé en parfaite discrétion, en évitant les heurts avec l'adversité. Au final, 1 250 personnes, dont 445 Français et une majorité de femmes et d'enfants, sont évacuées par C-160 et C-130 depuis l'aéroport de Kigali, soigneusement protégé, vers Bangui, la capitale centrafricaine, et Bujumbura, la capitale burundaise. Aucune mort n'est déplorée, malgré les très hauts risques de cette mission. Le pire est pourtant à craindre, compte tenu du manque de véhicules de liaison blindés et armés pour faire face aux tirs d'armes automatiques.

Intervient ensuite une interruption de plusieurs mois en raison des atermoiements politiques, objet de toutes les interprétations, avant que les militaires français reviennent en force dans le cadre de l'opération *Turquoise*.

### Opération « Turquoise » (22 juin 1994-22 août 1994)

L'ampleur du désastre humanitaire est devenue telle que le monde entier a les yeux fixés sur le Rwanda et le Zaïre, aujourd'hui République démocratique du Congo (RDC), où s'entassent les réfugiés tutsis victimes des génocidaires hutus, et les Hutus eux-mêmes pourchassés à leur tour par les Tutsis du FPR de Paul Kagamé, bien décidé à leur faire payer leurs crimes.

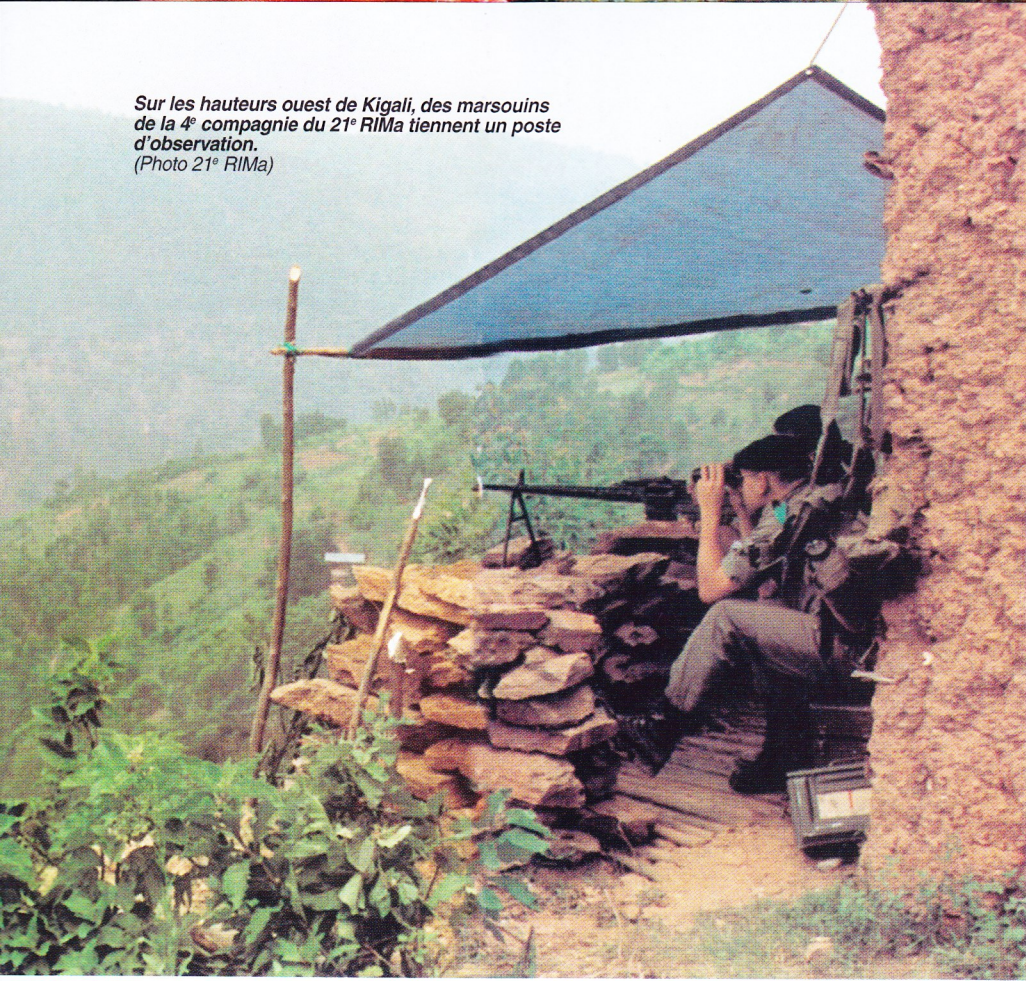
Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte alors, le 22 juin 1994, la résolution 929 donnant son accord pour que la France mène au Rwanda une opération à finalité « *strictement humanitaire* » et faisant montre d'une totale neutralité.

L'opération *Turquoise* est ainsi lancée pour deux mois, sous le commandement du général Jean-Claude Lafourcade, avant d'être relevée par la MINUAR II. Sa zone d'intervention est limitée à quelques centaines de kilomètres carrés, dans une zone triangulaire entre les villes de Kibuye, Gikongoro et Cyangugu, sillonnée par des pistes et routes correctes, mais sans qu'il soit possible de pénétrer les espaces naturels en véhicules, entre collines boisées et forêts denses. Les déplacements tactiques en aéronefs sont donc privilégiés. L'opération est lancée depuis le Zaïre/RDC avec une double pénétration sur le territoire rwandais par Gisenyi, au nord-ouest, et Cyangugu, au sud-ouest.

Au sein de *Turquoise*, qui compte près de 3 000 hommes, dont 2 530 de l'armée de terre, l'interarmées fonctionne pleinement depuis le groupement du COS (avec 45 commandos Marine, outre des personnels du 1<sup>er</sup> RPIMa et du 13<sup>e</sup> RDP) jusqu'aux unités conventionnelles ; la plupart émanant de la Force d'action rapide (FAR) qui intègre, en moyens lourds, des auto-

2. On note aussi la participation d'une section de mortiers de 120 mm du 35<sup>e</sup> RAP, une demi-antenne chirurgicale parachutiste (ACP) venue de N'Djamena, un centre d'évacuation de ressortissants, et une cellule de transit de la base opérationnelle mobile aéroportée (BOMAP).

**Sur les hauteurs ouest de Kigali, des marsouins de la 4<sup>e</sup> compagnie du 21<sup>e</sup> RIMa tiennent un poste d'observation.**  
(Photo 21<sup>e</sup> RIMa)



mitrailleuses légères, des mortiers de 120 et un DETALAT doté d'hélicoptères de manœuvre et d'hélicoptères d'appui-protection<sup>(3)</sup>.

Comme à l'accoutumée, nombre de détachements sont envoyés au Rwanda alors qu'ils étaient déjà prépositionnés en Afrique, tels les EFAO, le RICM depuis La Réunion, les forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ) qui engagent un détachement logistique de la 13<sup>e</sup> DBLE, et le 3<sup>e</sup> RIMa qui a du personnel au Gabon. D'autres unités viennent de France, comme les éléments complémentaires du RICM, du DETALAT, du 2<sup>e</sup> REI et le 8<sup>e</sup> RPIMA. Sont également rattachés à *Turquoise* un détachement mauritanien de santé et un bataillon sénégalais.

Les moyens lourds déployés pour l'opération sont loin d'être mineurs : pour l'armée de terre, on compte pas moins de 800 véhicules dont des VAB, 150 VLRA, une douzaine d'AML et 10 mortiers de 120 mm. Le DETALAT est composé de 11 hélicoptères, dont cinq pour le COS, un Breguet Atlantic (en charge du renseignement et utilisé comme poste de commandement volant). Le potentiel de l'armée de l'air intègre un Casa, une quinzaine de C-130 et C-160 pour le transport logistique et tactique, huit Mirage F1CR/CT, plus quelques Jaguar dont l'un sera perdu accidentellement, deux KC-135 et deux HM SA330 focalisés sur les opérations *search and rescue* (SAR).

Les militaires français se concentrent d'abord

sur la gestion du camp de réfugiés de Cyangugu où les populations déplacées affluent de jour comme de nuit, épuisées, malades ou blessées, poursuivies par le FPR. Au cours de la période avril-juin 1994, on estime que 16 000 à 17 000 personnes ont été massacrées dans la ville de Cyangugu et ses environs. Les Français instaurent une zone humanitaire sûre (ZHS) où les opérateurs du COS s'appliquent à repérer et neutraliser les miliciens ou bandits armés, tout comme empêcher les infiltrations de membres du FPR ou désarmer des militaires hutus rwandais ; leurs mesures sont prises à l'ouest de la ligne Ruhengeri-Gitarama-Butare. Mais les flots de civils désespérés sont considérables. Et les contrôles des convois de réfugiés à destination du Zaïre laissent inmanquablement passer des responsables de la politique génocidaire ; ce qui sera reproché aux militaires français.

De même, certains militaires du camp assistent impuissants à des tirs d'artillerie du FPR sur les colonnes de réfugiés.

Les hommes du COS poussent alors des missions de reconnaissance vers l'est, en juin et juillet, notamment en direction des villes de Goma (RDC), Kibuye et Butare. Ils parviennent même à sauver des personnes directement menacées. Ils découvrent ainsi, dans la région de Bisesero le 27 juin, qu'un millier de Tutsis ont été massacrés par les forces armées rwandaises en trois jours (27-30 juin 1994). Les hommes du capitaine de frégate Marin Gillier parviennent à sauver près de 800 Tutsis. Le 3 juillet, les forces spéciales réussissent également à préserver près d'un millier de Hutus dans la région de Butare alors que le FPR les menaçait de mort. Mais, évidemment, il ne s'agit que de sauvetages ponctuels, suscitant une forte frustration parmi les opérateurs tant leurs moyens sont finalement réduits par rapport à l'ampleur du désastre sécuritaire et humanitaire qui touche dès lors les civils tutsis et hutus respectivement exposés aux exactions des paramilitaires de l'ethnie adverse.

Sous la conduite du général Lafourcade, très épris du rôle déterminant du dispositif, les militaires français font le maximum pour sauver des vies, en particulier à partir de la mi-juillet lorsque les flux de réfugiés augmentent sous l'effet

**Depuis l'aéroport de Kigali, les avions français assurent des liaisons névralgiques autant que stratégiques avec la France et les autres pays d'Afrique où la France dispose de forces prépositionnées.**  
(Photo armée de l'air)





# RUHENGERI 4 km

Les axes routiers voient aussi les militaires français implanter des points d'ancrage pour surveiller tout mouvement et, ainsi, assurer l'impenétrabilité du dispositif. (Photo ECPAD)



d'une offensive du FPR, et tentent de gagner Goma. Les Français assurent l'assistance médicale et alimentaire, comme ils veillent à endiguer les épidémies en enterrant dans des fosses communes les personnes victimes du choléra ou des suites de leurs blessures. Pour la seule ville de Goma, plus de 18 000 personnes sont ensevelies dans des fosses communes creusées par des moyens polyvalents du génie (MPG). Le travail des conducteurs est particulièrement éprouvant. Le chaos règne dans la région avoisinante et le camp est bientôt saturé, ne pouvant subvenir aux besoins des milliers de réfugiés, hutus pour la plupart, qui arrivent sans cesse. Le COS et les éléments aériens se heurtent alors à des combattants

du FPR entre le 14 et le 19 juillet, ce qui donne lieu à des accrochages à Goma. Dans la ZHS, les camps doivent être l'objet d'une surveillance renforcée pour faire face à des pillards et divers miliciens.

À partir du 28 juillet, le dispositif de *Turquoise* se réduit progressivement, alors que se met en place la relève devant être assurée par MINUAR II, sachant que la plupart des Français doivent avoir quitté le territoire rwandais le 21 août. Au cours des premières semaines d'août, les Casques bleus s'installent dans les villes successives de Gikongoro, Kibuye et Cyangugu. Les derniers Français de *Turquoise* quittent le pays depuis les villes de Goma, Bukavu et Kisangani, excepté un contingent de 450 personnels qui stationne à Goma. De là, ils assurent des missions de soutien à un bataillon de la MINUAR II, participent au contrôle aérien et au soutien médical. Le dernier bâtiment rapportant en France le matériel de l'opération *Turquoise* accoste à Toulon le 12 octobre. Le bilan humain pour *Turquoise* est d'un soldat victime de maladie, trois blessés au combat, 11 blessés accidentels et une vingtaine de malades ; tous furent l'objet de rapatriements sanitaires.

Grâce à leur travail à la fois psychologique et physiquement éprouvant, les soldats français facilitent la tâche des organisations non gouvernementales et l'apport de l'aide humanitaire au sein de la ZHS qui recueille pas moins de 2 millions de réfugiés. Près de 5 000 personnes sont soignées. Enfin, les efforts sanitaires et médicaux permettent d'enrayer l'épidémie de choléra à Goma.

La situation ne fut pas toujours des plus simple, tant il y avait un décalage entre les données transmises par la DRM et le renseignement de contact. D'où l'idée de favoriser, à l'avenir, la gestion autonome des informations acquises sur le terrain par les forces direc-

tement impliquées. Grâce à la DGSE et aux informations obtenues auprès des Américains, l'état-major de *Turquoise* put néanmoins bénéficier de données sur les colonnes de réfugiés ainsi que sur les axes de progression des divers groupes armés, miliciens ou combattants du FPR comme de l'armée rwandaise.

Le dévouement des militaires français ayant participé à l'opération a été total. Mais ils ont subi un climat de défiance entretenu par la Radio Télévision Libre des Mille Collines (RTL) et le regard à la fois suspicieux et partisan de divers médias internationaux. Ils n'ont guère apprécié, et c'est un euphémisme, les critiques et accusations, dont ils font encore l'objet aujourd'hui, laissant croire qu'ils ont pu d'une manière ou d'une autre soutenir les génocidaires. D'où la création de l'association France-Turquoise, en juillet 2006, par le général Jean-Claude Lafourcade et le colonel Jacques Hogard.

Les massacres de Tutsis et de Hutus modérés du Rwanda – 11 % de la population rwandaise disparaîtra – puis ceux qui ont visé dans une proportion moindre les génocidaires hutus pourchassés par les Tutsis du FPR, ont fait entre 800 000 et 1 million de victimes, sans compter les centaines de milliers de personnes déplacées, réfugiées et exilées.

Les opérations *Noroît*, *Volcan*, *Amaryllis* et *Turquoise* au Rwanda résonnent encore dans les esprits, dans une région des Grands Lacs exposée à de nombreuses tensions entretenues par les convoitises de minerais divers, appelés aussi « terres rares », et qui se concrétisent par une récurrence des exactions, aujourd'hui encore, au Sud et au Nord-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo. □

3. Outre l'EM, on note une antenne chirurgicale parachutiste (ACP) et un ensemble médical mobile d'intervention rapide (EMMIR).

